

Une psychose de l'insécurité "entretendue à dessein" au Burundi

PANA, 08 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - Le premier vice-président de la République, en charge des questions sécuritaires, politiques et administratives, Prosper Bazombanza, a réuni vendredi les diplomates étrangers accrédités au Burundi pour une mise au point sur les inquiétudes sécuritaires qui n'atteignent pas les milieux diplomatiques, alors qu'elles ne seraient que l'oeuvre de certains politiciens et leaders de la société civile à l'approche des élections. Les ambassades des Etats unis d'Amérique, de Belgique et de France ont déjà mis en garde leurs ressortissants qui ne doivent pas à certaines consignes de sécurité, entre autres, ne pas se promener n'importe où et voyager de Bujumbura, la capitale du pays et dans les provinces où sont signalés ces derniers jours des bandes armées non encore clairement identifiées qui terrorisent la population, volent, pillent et tuent, surtout à l'arme blanche.

Cependant, pour le premier vice-président du Burundi, certains de la classe politique, des médias et de la société civile exagèrent les faits à dessein, dans la perspective des élections générales de 2015. Pour lui, la vérité est que ce sont des groupes de bandits armés constitués essentiellement de jeunes 'désœuvrés' qui s'occupent de l'insécurité à travers le pays. Le haut responsable gouvernemental a cependant rassuré que la police est à leurs trousses depuis quelque temps pour les éliminer. Dans la nuit de jeudi à vendredi, une bande armée a fait trois blessés à l'arme blanche dans un quartier de la périphérie sud-ouest de Bujumbura. A l'intérieur du pays, les médias ont fait état ces derniers jours, de populations qui ne dorment plus dans leurs maisons ou qui effectuaient des rondes nocturnes pour se protéger contre des bandes armées. Vendredi, la police a effectué des perquisitions dans plusieurs maisons de la capitale, y compris chez deux députés de l'opposition, sans que l'on sache pour le moment le résultat de l'opération. Le gouvernement continue par contre à alerter sur un danger sécuritaire qui viendrait de El Shebaab, un groupe terroriste somalien, de connivence avec des Burundais dont deux auraient été déjà arrêtés. Les jeunes insurgés islamistes sont opposés à la présence militaire du Burundi au sein de la force de maintien de la paix en Somalie (AMISOM) sous la bannière de l'Union africaine (UA).